

## BELGIQUE - CONGO, 50 ANS APRÈS : DES GRANDS APPÉTITS À LA FRUGALITÉ

---

Jusqu'à l'accession de l'ancien Congo belge à l'indépendance, en 1960, les rapports entre la Belgique et sa colonie se caractérisaient par une cupidité effrénée. La présence belge au Congo était avant tout une histoire économique. Les réalisations dans les secteurs de l'enseignement et des soins de santé que les colonisateurs laissaient lors de l'indépendance, les chemins de fer et l'infrastructure routière n'étaient pas la raison principale pour laquelle la Belgique s'était lancée dans une aventure coloniale. Les colossales richesses minérales constituaient le premier motif. Une partie considérable de la prospérité en métropole provenait de l'arrivage de cuivre et de cobalt, de diamant et d'or, de bois tropical et d'huile de palme.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le roi Léopold II avait fait procéder au sein de l'«État indépendant du Congo», contre le gré de son gouvernement, à l'exploitation du caoutchouc et de l'ivoire. À Bruxelles, des édifices monumentaux et des avenues imposantes témoignent toujours des bénéfices générés par ses projets mégalomaniaques. Lorsqu'en 1908 (à la fin de sa vie) il céda le Congo à la Belgique après qu'une campagne internationale eut attiré l'attention du monde sur les impitoyables exactions qui avaient coûté la vie à des millions d'habitants, les autorités coloniales reprirent à leur compte les méthodes inhumaines de Léopold. Le côté féroce était quelque peu atténué mais rien d'essentiel ne fut modifié: le Congo devait rapporter.

Cet adage prévalait toujours après l'indépendance. L'establishment belge, aussi bien le monde politique que la Société Générale, holding coiffant tous les grands intérêts coloniaux, estimait que l'indépendance politique ne modifiait guère le train-train de l'économie. C'est ce qui explique notamment pourquoi la Belgique choisit le camp du Katanga lorsque cette province minière essaya de se soustraire à l'autorité du pouvoir central. Cela explique aussi pourquoi les autorités belges, jusqu'au plus haut niveau, n'ont rien entrepris pour dissuader ceux qui cherchaient à supprimer le Premier ministre congolais Patrice Lumumba, tant s'en faut.

Le chaos dans lequel a sombré le Congo pendant les cinq premières années de son indépendance a mis un frein à l'avidité débridée. Depuis l'accession au pouvoir du général

Mobutu à la suite d'un coup d'État perpétré au mois de novembre 1965, elle a cédé la place à la passion et à l'amour rémunéré. Mobutu rétablit l'unité du Congo et assura aux entreprises qu'elles pouvaient agir à leur guise sans la moindre entrave. Il en résultait un dévouement passionné au président. Aussi la maison royale ainsi que le sommet du gouvernement, les milieux du *big business* et les médias dominants parlaient-ils d'une seule et même voix et encensaient-ils à qui mieux mieux l'homme grâce auquel tout était redevenu *business as usual*. Les critiques étaient dénoncés comme des dénigreur de leur propre clan.

Mobutu appréciait hautement les témoignages d'amour mais vivait cette relation de manière plus intéressée. Ceux qui désiraient investir devaient se rapprocher du pouvoir et étaient priés d'alimenter la caisse personnelle du président. Des fonds destinés au développement devenaient un élément facilitant la passation de contrats sans contribuer à l'amélioration du niveau de vie de la population. La distinction entre prêts et dons était inexistante, les remboursements n'étaient pas exigés. Lorsque dans les années 1970 Mobutu lança sa version personnelle de la nationalisation, dite «zaïrianisation», et que des rébellions commencèrent à le mettre au pied du mur, la Belgique se rendit enfin compte que seul l'appât du gain animait encore l'amant congolais.

Le bénéficiaire de l'amour rétribué risque de cultiver un complexe de débiteur. Vers la fin des années 1980, Mobutu se vit confronté à une dette extérieure phénoménale. Il y eut un moment de crise dans les relations avec la Belgique lorsque le gouvernement belge fit une proposition de remise de dette un peu trop squelettique au goût de Mobutu. Les yeux de la Belgique officielle se dessillèrent pour de bon. Petit à petit on prenait également conscience du fait que l'ancienne colonie ne revêtait plus, depuis des années, une importance vitale pour la métropole. Le roi Hassan du Maroc, se posant en intermédiaire, réussit encore à insuffler un semblant de vie nouvelle à la relation belgo-congolaise, mais l'amant bruxellois quelque peu refroidi se résignait au fait qu'après la réconciliation arrachée la vraie fin était proche.

La rupture définitive intervint moins d'un an après. Mobutu renvoya chez eux les coopérants belges. Ce fut la fin de la romance. De juin 1990 jusqu'à la chute de Mobutu en mai 1997, la Belgique s'est limitée à l'aide humanitaire et à l'aide d'urgence. Le budget de la coopération au développement s'élevait alors en moyenne à 67 millions de dollars à peine (45 millions d'euros) par an, soit à peu près un quart de ce qu'il était à la fin des années 1980. La Belgique, jadis le pays donateur le plus important, reculait nettement dans la liste des bailleurs de fonds. À l'époque, des socialistes étaient titulaires du département des Affaires étrangères et de la Coopération au développement et ils n'entendaient aucunement faire des faveurs au dictateur.

En ces dernières années du régime de Mobutu, ce n'était pas uniquement la fin de la coopération. En 1991 on a également connu la dernière intervention de commandos de parachutistes belges. Ils venaient évacuer les Belges spoliés lors de la mise à sac de la ville de Kinshasa par les soldats de Mobutu. On serait tenté de dire «comme d'habitude», car ils avaient déjà effectué des opérations analogues précédemment: en 1960, en 1964 (lorsque l'«opération Dragon rouge» à Stanleyville - aujourd'hui Kisangani - s'était déroulée un rien trop tard pour sauver tous les otages des mains des rebelles Simba) et en 1978 (lorsque les paras arrivèrent trop tard dans la ville de Kolwezi pour sauver les otages des mains des rebelles katangais. Ou les soldats de Mobutu auraient-ils ce massacre sur la conscience?).

En 1993 la romance à bout de souffle avait dégénéré en un divorce conflictuel. Mobutu fut le seul chef d'État à ne pas avoir été invité à l'enterrement du roi Baudouin. Même par-delà sa mort *Bwana Kitoko* (le «beau jeune homme», nom sous lequel le roi Baudouin devint immortel après son voyage au Congo en 1955) se vengeait sur celui qui avait dilapidé l'héritage de son arrière-grand-oncle Léopold II.

## NOUVEAUX NOMS, NOUVEAUX SCHÉMAS

En mai 1997, Laurent Kabila sut mener à bonne fin sa rébellion et chasser Mobutu du pouvoir, mais la situation du pays dans son ensemble ne se trouvait guère modifiée pour autant. Le chef des rebelles n'avait pas bonne presse à Bruxelles. Son approche *Far West* de l'économie n'était guère appréciée. De plus, le président faisait obstacle à une évolution favorable du processus de paix, de sorte que le Congo restait impliqué dans une guerre transfrontalière.

En mai 2000, à la Chambre des représentants de Belgique, la commission Lumumba entama ses travaux. Après avoir examiné l'implication de la Belgique dans l'assassinat du Premier ministre congolais, elle déposa en février 2002 son rapport final établissant la responsabilité morale de la Belgique.

Ce n'est qu'après que Joseph Kabila eut succédé à son père Laurent, assassiné en janvier 2001, que la Belgique s'est à nouveau manifestée au premier plan. Le Congo, toutefois, n'était plus le pré carré des entreprises, les investisseurs restaient absents, le pays était le théâtre de conflits armés. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque Louis Michel se révéla un conciliateur fervent bien que contesté. Vers le milieu de l'année 2003, un accord de paix entra en vigueur et la diplomatie belge devint l'une des forces mobilisatrices qui accompagnèrent le Congo dans la préparation des élections de juillet 2006.

Pendant cette période de transition, la Belgique entraîna plusieurs brigades congolaises. Des officiers congolais vinrent suivre une formation en Belgique. Tout cela avait pour but de transformer l'amalgame des troupes de Kabila (y compris des enfants soldats) ainsi que les différents groupes de rebelles et milices en une armée intégrée. Le brassage de toutes ces unités armées constituait un volet essentiel de l'accord de paix. En octobre 2009, les derniers instructeurs belges quittèrent le Congo. Vu le comportement des militaires congolais sur le terrain, où ils bafouaient de manière éhontée les droits de l'homme, notamment en violant d'innombrables femmes sans défense, ces entraînements doivent être considérés comme un échec. L'armée congolaise est restée ce qu'elle est depuis cinquante ans déjà: un ramassis informe.

La coopération au développement aussi bénéficia d'impulsions nouvelles après l'arrivée au pouvoir de Joseph Kabila. Au cours de l'été 2001, un plan d'action a approfondi et intensifié les relations bilatérales. Il excluait pour la première fois toute forme d'aide conditionnelle. Il fut ainsi mis fin à l'affectation de fonds de développement à des objectifs purement marchands. L'aide internationale au Congo s'est décuplée au cours des premières années du XXI<sup>e</sup> siècle, et la Belgique a suivi cette tendance.

## DE NOUVELLES TENSIONS

À partir de 2004 des antagonismes se sont fait jour au sein du gouvernement belge. Au ministère des Affaires étrangères, Karel de Gucht, aujourd'hui commissaire européen au Commerce, avait succédé à Louis Michel. Un monde de différence. Le ton changea du tout au tout. Michel, qui copinaut avec le président Kabila, cédait la place à un tempérament qui n'évitait pas la confrontation.

De Gucht fit à plusieurs reprises publiquement la leçon aux dirigeants congolais en les traitant d'incompétents et de corrompus. Il poursuivit sur ce ton après les élections congolaises de juillet 2006, ce qui déplut hautement à Kabila. En mai 2008, ce dernier réagit avec véhémence. Le consulat de la République démocratique du Congo à Anvers dut

fermer les portes et les consulats belges à Bukavu et à Lubumbashi furent également fermés. La coopération au développement fut inexistante pendant plusieurs mois, comme si on était revenu à l'époque de Mobutu. Il fallut attendre jusqu'en janvier 2009 pour que le différend belgo-congolais soit aplani.

L'approche du département de la Coopération au développement était en contradiction flagrante avec l'attitude critique des Affaires étrangères. En 2004, Armand De Decker quitta la présidence du Sénat pour le portefeuille ministériel de la Coopération au développement. Libéral comme De Gucht mais beaucoup plus proche de la maison royale et des pouvoirs établis, il se posa en défenseur d'une aide inconditionnelle aux dirigeants congolais. Sous l'impulsion de De Decker un nouvel accord-cadre fut élaboré au printemps 2007. Il remplaça celui auquel Mobutu avait mis fin en 1990. La coopération fonctionnait de nouveau à plein régime. Le budget fut substantiellement augmenté.

Charles Michel, qui succéda à De Decker en 2007, poursuivit sur cette lancée. À la fin de 2009, il conclut un accord pour quatre ans. Pour 2010 et 2011 il portait l'enveloppe budgétaire à 75 millions d'euros. Des élections présidentielles et législatives réussies en 2011, un progrès économique et une bonne gouvernance seront des pierres de touche pour une éventuelle augmentation en 2012 et 2013. L'agriculture, les infrastructures en matière de transport à l'intérieur du pays - notamment des pistes et des bacs -, les soins de santé et les formations professionnelles techniques seront prioritaires.

Charles Michel met l'accent sur la suite à donner aux cinq «chantiers» qui constituent l'essence même du programme électoral de Kabila: les travaux d'infrastructure, les soins de santé et l'enseignement, les équipements d'utilité publique comme l'électricité et l'eau, le logement et l'emploi. La bonne gouvernance semble être devenue une priorité secondaire. La Coopération au développement ne partage donc pas les préoccupations des Affaires étrangères en ce qui concerne la gestion déficiente et la corruption, que De Gucht avait dénoncées à plusieurs reprises. Son successeur, le démocrate-chrétien Steven Vanackere, a par ailleurs mis un terme à cette période de critique ouverte. Lors de sa visite en janvier 2010, il a levé son verre avec Kabila devant les caméras. La question demeure de savoir si les réactions qu'ont suscitées tant le précédent que l'actuel ministre des Affaires étrangères en raison de leur approche très divergente sont plus qu'un détail dans l'histoire. Le refroidissement des rapports entre les deux pays a des causes plus profondes.

## **LA DISTANCE S'ACCROÎT**

Avec les années, l'intérêt que témoigne la Belgique pour son ancienne colonie s'amenuise. Un élément important est le fait que le Congo a régressé au point de ne plus être qu'un acteur économique insignifiant. En 1960 il était encore le premier partenaire commercial de la Belgique dans le Sud, représentant 5% de la balance commerciale. Aujourd'hui il a le statut d'un pays d'exportation et d'importation négligeable pour la Belgique. Très peu de gens s'inquiètent encore des sombres nuages politiques qui s'accumulent au-dessus du Congo.

Du côté congolais, d'ailleurs, la Belgique a également perdu son statut privilégié. En comparaison avec les prêts gigantesques d'environ 6 milliards d'euros que lui accorde la Chine, le montant annuel de 75 millions d'euros que la Belgique prévoit encore pour la coopération bilatérale n'est qu'une broutille. Le pays dispose dorénavant de fonds chinois pour la rénovation des chemins de fer, le réaménagement de routes, de nouvelles écoles et de nouveaux hôpitaux.

Plusieurs éléments expliquent le déclin de l'intérêt pour l'ancienne colonie en Belgique. La génération de colonaux qui a marqué de son sceau la politique est en voie de disparition et le nombre de Congolais se remémorant avec nostalgie le «bon vieux temps» se réduit de plus en plus. Dans le monde politique et les médias belges, le Congo ne constitue plus un thème intérieur mais une des nombreuses zones de conflit dans le monde qui revendiquent de temps à autre leur place sous les feux de l'actualité. Par ailleurs, il y a de moins en moins de «connaisseurs» du Congo aussi bien au sein des partis politiques que des rédactions des médias. Dans les milieux universitaires on dispose encore d'une bonne réserve d'expertise qui s'exprime dans toutes sortes de publications scientifiques, des expositions et des colloques sans toutefois influencer tant soit peu sur la politique. Dans les ONG également, l'action jadis continue autour du Congo s'est estompée. Lors d'élections et de conflits qui reprennent le dessus au Congo, on perçoit encore de soudains regains d'intérêt qui s'essoufflent à nouveau tout aussi rapidement.

On a l'impression que d'autres segments de la société reprennent le flambeau. Le *Koninklijke Vlaamse Schouwburg* (Théâtre royal flamand) à Bruxelles a lancé depuis quelques années une programmation congolaise active. Il soutient la mise sur pied de productions culturelles sur place et confronte régulièrement le public belge avec le meilleur de ce que peut offrir le Congo sur le plan du théâtre et de la danse. Que la musique congolaise ait conquis le monde et que des athlètes de différentes disciplines sportives remportent de francs succès, y compris au niveau de l'équipe nationale belge de football, n'étonne plus personne depuis belle lurette.

Lorsque le roi Albert II visitera le Congo fin juin 2010 pour y assister à la célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance - Joseph Kabila l'a invité -, on peut espérer qu'il n'aspirera pas à entrer dans l'histoire en tant que Bwana Kitoko II. Des recherches historiques approfondies concernant le passé colonial s'imposent en effet toujours, et plutôt que de ressasser des récits nostalgiques en dansant l'*Indépendance Cha Cha*, il conviendrait de faire montre d'une disposition à rêver ensemble avec les Congolais de ce que peut apporter l'avenir.

#### **Guy Poppe**

Ancien journaliste à la VRT (radio-télévision publique flamande).

[guypoppe@skynet.be](mailto:guypoppe@skynet.be)

Traduit du néerlandais par Willy Devos.